

Dissémination des leçons tirées du développement démocratique

LESLIE SHIMOTAKAHARA



Branda Cooke, educational reform expert in Jordan/expert pour la réforme de l'éducation en Jordanie

Quelles leçons peut-on tirer des projets du Canada sur le développement démocratique ? Et comment peut-on partager ces leçons avec la communauté du secteur public, les professionnels du développement et les citoyens ? En décembre dernier, une équipe de l'IAPC et de Droits et Démocratie (DetD) s'est réunie à Montréal pour aborder ces questions afférant au Mécanisme de Déploiements pour le développement démocratique (DDD), un projet de l'ACDI co-administré par l'IAPC et DetD.

Lancé en 2007, le Mécanisme DDD est un projet d'une durée de quatre ans dans le cadre duquel l'IAPC et DetD déploient des experts canadiens de différents secteurs de l'économie (sec-

teurs gouvernemental, non-gouvernemental, privé et universitaire) afin de mettre au point et en œuvre des initiatives d'intervention rapide dans les pays partenaires à travers le monde. On prévoit que 125 initiatives seront entreprises au cours de la durée du Mécanisme DDD. Actuellement, 36 initiatives sont en cours ou terminées, notamment dans des pays comme le Niger, le Bangladesh, l'Arménie, l'Indonésie, le Ghana, la Tanzanie, la Jordanie, la Jamaïque, l'Ukraine, le Mozambique, le Botswana, l'Éthiopie, le Kenya, la Guinée-Bissau, la Colombie, la Bolivie et le Cameroun. Ces initiatives portent sur diverses questions de gouvernance entrant dans les domaines des Institutions publiques responsables, de la primauté du droit, de la liberté et la démocratie, des droits de la personne, de la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Par exemple, des initiatives particulières couvrent la réforme de l'éducation, la capacité d'approvisionnement, l'analyse du budget de l'État, la gestion axée sur les résultats, la gestion des ressources humaines, le contrôle des élections, les droits de la femme, l'indépendance des médias, et le système judiciaire.

La stratégie de partage des connaissances de DDD fait appel à l'expertise d'une équipe de facilitateurs de savoir de l'IAPC et de DetD, qui étudient des initiatives au sein de chaque secteur et horizontalement dans l'ensemble des secteurs et régions/pays, dans le but de saisir les expériences, les pratiques intelligentes et les enseignements acquis qui serviront à de futures initiatives et d'autres projets connexes en dehors de DDD. Cette équipe de partage des connaissances projette de créer des études de cas et des documents de travail sur des questions de développement démocratique ; d'améliorer le site de DDD (www.developpementdemocratique.ca) ; de diffuser un bulletin électronique ; et d'organiser un atelier des programmes internationaux durant la fin de semaine qui précède la tenue du Congrès annuel de l'IAPC à Fredericton. Nous aimerions également que les experts de DDD présentent leurs initiatives lors d'activités de programme des groupes régionaux de l'IAPC (les groupes régionaux intéressés peuvent communiquer avec nous pour de plus amples renseignements).

Pour vous donner un goût de ce que le Mécanisme DDD peut offrir, deux exemples d'initiatives dont les études de cas sont en cours de préparation vous sont présentées ci-après.

La réforme de l'éducation en Jordanie

Le Canada joue depuis longtemps un rôle prépondérant en aidant la Jordanie à la mise au point de sa stratégie de réforme dans les domaines de l'éducation et du marché du travail (connue comme la stratégie de l'emploi, de l'enseignement et la formation techniques et professionnels). Cette stratégie de réforme ambitieuse, élaborée au cours des dernières années sous l'égide du Programme national, a pour but de rendre la Jordanie plus compétitive en créant une économie basée sur les connaissances pouvant s'adapter aux demandes sur le marché du travail du vingt-et-unième siècle. Au cours de deux années de planification, une foule de donateurs, incluant l'ACDI, l'UE, la Banque mondiale et l'USAID, entre autres, ont collaboré avec le ministère du Travail à l'élaboration de cette stratégie en adoptant une approche sectorielle globale. Les intervenants ont été autorisés à rêver en couleurs, produisant un plan qui décrivait ce qui pouvait réellement être mis en œuvre dans le budget alloué.

Lorsque le temps fut venu de monter l'équipe qui serait chargée de la mise en œuvre du projet, on réalisa que les fonds disponibles étaient beaucoup moins que prévu à l'origine. Il incombait à Brenda Cooke – l'experte canadienne engagée par DDD pour aider à l'établissement de l'équipe – de remettre les choses en place. Dans ces circonstances, il était difficile de « maintenir l'élan et l'engagement de tous les intervenants », songeait Mme Cooke. Elle devait mettre l'équipe sur pied et en route, aider à l'élaboration d'un Modèle de mise en œuvre d'un programme de réforme, concevoir une structure organisationnelle pour l'équipe, et aussi, fournir des lignes directrices en matière de politique, offrir ses conseils concernant la gestion financière, la présentation des rapports et la formation à la volée sur diverses questions de ressources humaines. Mme Cooke adopta des méthodes 'métacognitives' pour implanter le changement, ce qui consistait à nommer le changement, le décrire, l'expliquer et discuter des réactions de chacun. Grâce à cette modeste aide technique qu'elle avait pu apporter au cours de quatre mois, le projet prit une tournure positive et fut ainsi

épargné – permettant à l'équipe de tirer d'utiles leçons quant à la façon de faire face au changement.

Le contrôle des élections en Guinée-Bissau

Depuis son indépendance du Portugal en 1974, la Guinée-Bissau s'efforce d'établir une vie démocratique. Les élections législatives tenues le 16 novembre 2008 étaient censées être une étape. Afin d'aider le pays à conduire des élections libres et justes, on a fait appel au Mécanisme DDD pour qu'il fournisse les services de deux experts canadiens, un coordonnateur des élections (Alain Gauthier) et un logisticien (Jean-Marc Baudot) dans le but de travailler en coordination avec la Commission électorale nationale (CEN). M. Gauthier et M. Baudot offrirent un appui à 125 observateurs internationaux des élections en fournissant des services logistiques et en organisant la documentation et les mises au courant afin d'aider les observateurs à mieux comprendre le pays et le contexte politique et juridique des élections et du processus électoral. M. Gauthier devait créer en moins de dix jours quatre différentes formules d'observation électorale qui seraient disponibles en trois langues (anglais, français et portugais). Ils devaient également venir en aide au CEN concernant l'accréditation des observateurs internationaux, et proposer des plans de déploiement dans l'ensemble du pays afin d'éviter la duplication et d'accroître la densité du rayonnement d'observation. Ces activités avaient pour but de renforcer la coordination de l'observation internationale des élections législatives et de contribuer à des élections plus crédibles et transparentes avec le temps, préparant le terrain aux élections présidentielles de 2010.¹

D'après le rapport final de M. Gauthier et M. Baudot, « le représentant du secrétaire général a exprimé sa satisfaction et son soulagement que la présence canadienne avait permis de mener à terme le projet de coordination des observateurs internationaux des élections malgré des délais d'exécution très courts. » Lors d'un compte rendu de mission à l'Ambassade canadienne à Dakar, le deuxième secrétaire de l'ambassade avait également exprimé sa satisfaction concernant cette

mission. Même si M. Gauthier et M. Baudot ont fait rapport d'observations favorables dans l'ensemble au sujet des élections qui avaient été tenues, ils ont proposé plusieurs recommandations et enseignements à retenir de cette mission. Il était jugé approprié d'avoir des délais d'exécution plus longs pour effectuer une mission d'évaluation préparatoire et l'orientation de l'équipe de coordination. Il était également estimé nécessaire de déployer des observateurs de longue durée plus tôt dans la mission afin de fournir un contexte local et contribuer à la conceptualisation et au testage des formules d'observation et de la procédure recommandée. Ces mesures permettraient de rejoindre plus efficacement les chefs de missions d'observation internationale et d'améliorer le niveau de coopération, ainsi que la qualité de l'observation et de la transmission de l'information globales. Il était recommandé que pour les élections présidentielles de 2010, des observateurs de longue durée soient déployés deux semaines à l'avance afin d'examiner au complet le processus et les procédures du scrutin, et de servir d'instructeurs aux observateurs de courte durée. Il y a lieu de croire qu'une mission de coordination d'observateurs internationaux des élections comparable à celle qui vient de s'accomplir se produira à ce moment-là.

Voilà deux exemples des nouveaux projets en cours dans le cadre de DDD. Veuillez communiquer avec nous pour de plus amples renseignements sur le programme ou les possibilités de participation à des activités de partage des connaissances du Mécanisme DDD.

Référence

1. Depuis la mise en page de cet article, le Président João Bernardo Vieira a été assassiné en mars 2009. Il est prévu que de nouvelles élections présidentielles seront tenues en mai 2009. ■

Leslie Shimotakahara est agente de programme, Programmes internationaux de l'IAPC. Elle est spécialiste du partage des connaissances au sein de l'équipe Déploiement et développement démocratique (DDD). Pour de plus amples renseignements sur DDD, veuillez communiquer avec Leslie à lshimotakahara@iapc.ca.